

Cinq ans après l'accord de Paris, des progrès trop lents

Audrey Garric

Si le réchauffement a continué à s'aggraver, le traité a eu un impact notamment sur l'économie et la société

C'est un petit marteau, mais je pense qu'il peut faire de grandes choses. » La phrase est restée célèbre et le coup de marteau encore davantage. Il y a cinq ans jour pour jour, le 12 décembre 2015, Laurent Fabius, le ministre des affaires étrangères de l'époque, arrachait l'adoption, par 195 pays, du premier traité international visant à réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre afin de contenir le réchauffement climatique. « *Je regarde la salle, je vois que la réaction est positive, je n'entends pas d'objection. L'accord de Paris pour le climat est adopté !* », lançait le président de la COP21 depuis la tribune du Bourget (Seine-Saint-Denis). Embrassades, applaudissements, larmes.

L'accord de Paris sur le climat, désormais ratifié par 188 pays, a pour objectif de limiter le réchauffement climatique « *nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels* » et de « *poursuivre l'action menée* » pour limiter la hausse à 1,5 °C. Il prévoit d'accroître tous les cinq ans les engagements de réduction des émissions, ainsi qu'une aide financière aux pays du Sud, principales victimes des aléas climatiques. Qu'en est-il, cinq ans après ?

Des émissions qui continuent d'augmenter « *Le monde n'est absolument pas sur la bonne trajectoire pour respecter les objectifs de l'accord de Paris* », prévient le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) dans son dernier bilan sur l'action climatique. Les émissions de gaz à effet de serre ont atteint, en 2019, un record historique de 59 milliards de tonnes équivalent CO₂, soit une augmentation de 5 % par rapport à 2015. Les rejets de CO₂, le principal gaz à effet de serre, devraient baisser de 7 % en 2020 du fait du ralentissement économique lié à la pandémie de Covid-19. Mais les scientifiques anticipent un rebond des émissions dès 2021, sous l'effet du retour d'une croissance économique majoritairement basée sur les énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz). « *Il n'y a pour l'instant aucun signe d'un pic à venir, qui déboucherait sur une diminution durable* », indique Anne Olhoff, l'une des autrices principales, chercheuse à l'université technique du Danemark.

Or, chaque année qui s'écoule sans parvenir à inverser durablement la courbe des émissions augmente d'autant les efforts à accomplir par la suite, au risque de les rendre insurmontables. Désormais, pour conserver une chance de maintenir le réchauffement à 1,5 °C à la fin du siècle, les rejets carbonés devraient être réduits de 55 % d'ici à 2030, par rapport à leur niveau de 2018, soit une baisse de 7,6 % par an.

Une aggravation du réchauffement La chute des émissions en 2020 n'aura qu'un effet négligeable sur le réchauffement climatique. Elle se traduira par une baisse de seulement 0,01 °C de la température mondiale au milieu du siècle. La baisse des émissions n'a pas freiné l'augmentation de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère. Elle a atteint 410 parties par million (ppm) en 2020, un niveau inégalé depuis plus de 3 millions d'années. Il faudrait en effet réduire drastiquement les émissions pendant des années pour stabiliser la concentration de CO₂, qui résulte des rejets passés et actuels cumulés.

Résultat : la planète continue de se réchauffer. L'année 2020 devrait se classer parmi les trois plus chaudes jamais enregistrées, avec 2016 et 2019. Et les six années écoulées depuis 2015 ont toutes atteint des records, indique l'Organisation météorologique mondiale, qui estime qu'« *il y a au moins une chance sur cinq que la température mondiale dépasse 1,5 °C d'ici à 2024* ».

Ce réchauffement accélère la disparition de la banquise, de même que la fonte des calottes glaciaires, qui aggrave l'élévation du niveau de la mer. Il entraîne également une multiplication d'événements extrêmes (inondations, ouragans, incendies, etc.) depuis cinq ans, partout sur le globe. A ce rythme, le monde pourrait connaître un réchauffement de 4 °C à la fin du siècle.

Une finance climat encore insuffisante Les pays du Nord, historiquement responsables du dérèglement climatique, se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 en faveur des pays du

Sud pour les aider à s'adapter aux effets du changement climatique. Cette promesse, base de la confiance entre les Etats et l'un des moteurs de l'action climatique, sera difficile à atteindre : les pays développés ont mobilisé 79 milliards de dollars en 2018 – selon les derniers chiffres de l'OCDE. La progression des financements marque un ralentissement, alors que le secteur privé ne se mobilise pas suffisamment.

Autres sujets d'inquiétude : ces financements sont en majorité des prêts et non des dons, ce qui augmente la dette des pays en développement. De sorte que, d'après les calculs de l'ONG Oxfam, l'aide financière publique réellement fournie par les pays riches ne représenterait qu'un tiers des sommes qu'ils déclarent officiellement. Par ailleurs, les financements climat sont essentiellement destinés à l'atténuation (réduire les émissions) et non à l'adaptation au changement climatique, alors que l'accord de Paris prévoit un équilibre entre les deux. Enfin, seulement 14 % des financements ont été alloués aux pays les moins avancés.

Un essor de l'économie bas carbone L'accord de Paris a créé les conditions d'une « *progression spectaculaire* » des solutions et des marchés bas carbone (panneaux solaires, voitures électriques, etc.) au cours des cinq dernières années, estime un rapport du cabinet Systemiq, basé à Londres, publié jeudi 10 décembre. « *Cet accord a marqué un tournant en donnant aux entreprises, aux investisseurs un objectif clair : aller vers la neutralité carbone. On a créé la grande histoire du XXI^e siècle* », juge l'économiste britannique Nicholas Stern.

De sorte que les technologies bas carbone se sont avérées plus rapidement compétitives que prévu comparé à celles basées sur les énergies fossiles. « *En 2015, elles n'étaient compétitives dans aucun secteur. En 2020, elles le sont dans la production d'énergie, soit 25 % des émissions globales. Et en 2030, elles devraient l'être dans des secteurs couvrant 70 % des émissions, comme les transports routiers, le chauffage des bâtiments ou l'agriculture* », indique Mark Meldrum, l'un des auteurs principaux du rapport, qui ajoute que la transition écologique pourrait créer 35 millions d'emplois nets dans le monde d'ici à 2030.

L'expansion des énergies fossiles

« *Si la direction est claire, l'action est bien trop lente et les changements économiques largement insuffisants* », observe la climatologue Corinne Le Quéré, présidente du Haut Conseil pour le climat.

Si le point de bascule n'est pas atteint, c'est essentiellement parce que l'expansion des énergies fossiles se poursuit. Le Programme des Nations unies pour l'environnement estime que la production de charbon, de pétrole et de gaz va augmenter de 2 % chaque année jusqu'en 2030, alors qu'elles devraient diminuer de 6 % par an pour s'aligner sur l'accord de Paris. Entre 2016 et 2019, les banques internationales ont accordé 2 700 milliards de financements aux 2 100 entreprises des énergies fossiles, un volume en hausse chaque année, selon un rapport d'ONG. Et, pour l'instant, les plans de relance n'ont pas inversé cette tendance : environ 54 % des montants destinés à l'énergie ont bénéficié aux énergies fossiles, dont 86 % sans conditions environnementales, selon la coalition Climate Transparency.

La mobilisation de la société civile Les cinq dernières années ont été marquées par une mobilisation sans précédent de la société civile, et en particulier de la jeunesse. Depuis deux ans, à l'initiative du mouvement « Fridays for Future », lancé par la jeune Suédoise Greta Thunberg, des millions de jeunes sont descendus dans les rues pour demander aux dirigeants de combattre le réchauffement climatique et de respecter l'accord de Paris. Si l'essor de cette « génération climat », comme on l'a nommée, a été freiné par la pandémie de Covid-19, les jeunes militants ont aidé à la prise de conscience de l'urgence climatique au sein de la population et ils sont parvenus à inscrire cette question à l'agenda politique de nombreux pays.

L'accord de Paris sert également d'appui au développement du contentieux climatique dans le monde. De plus en plus de citoyens, d'ONG ou de villes s'appuient sur ce traité pour attaquer des Etats en justice et les sommer d'agir.